

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je crois, monsieur l'Orateur, que le gouvernement a annoncé, il n'y a pas très longtemps, certaines mesures en vue d'influencer le niveau de l'emploi. Je crois de plus qu'il ne faudrait tout de même pas confondre la politique générale du gouvernement dans le domaine de l'activité économique et l'activité du ministère de l'Expansion économique régionale, laquelle peut évidemment être influencée par la politique générale, mais dont les programmes sont très efficaces jusqu'à présent.

[Plus tard]

LES ACCUSATIONS DE LA FÉDÉRATION DES
TRAVAILLEURS DU QUÉBEC QUANT AU DÉTOURNEMENT
DE FONDS

[Traduction]

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, ma question complète celle du député de Winnipeg-Nord-Centre. L'une des accusations lancées par la Fédération des travailleurs du Québec soutient que la politique d'expansion industrielle du ministère tend à détourner les fonds publics des régions les plus défavorisées. Le ministre de l'Expansion économique régionale voudrait-il, à cet égard, faire le plus tôt possible, à l'appel des motions, une déclaration relative aux divers points qui ont été soulevés?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Messieurs le président, le rapport de la Fédération des travailleurs du Québec, sous cet aspect, constitue tout au plus de la propagande politique, car il n'a aucun fondement, ni sur le plan économique, ni quant à la réalisation de nos programmes.

L'ANALYSE DES PROJETS

[Traduction]

M. Burton: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Le ministre pourrait-il envisager de déposer sa propre analyse ou celle de son ministère sur les conséquences de ces projets afin que nous puissions les étudier comme il se doit?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, si l'honorable député voulait faire son devoir, il pourrait constater tous les mois que l'argent du ministère est dépensé dans les régions sous-développées, et non pas dans les grandes villes.

[Traduction]

M. Burton: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Regina-Est soulève la question de privilège.

M. Burton: Monsieur l'Orateur, j'ai lu tous les rapports mensuels du ministre et ceux-ci n'apportent aucun renseignement sur les activités de son ministère.

* * *

LES GRAINS

LE MAÏS—LE PROJET DE CONSTRUCTION D'ENTREPÔTS

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Vu les instances que le gouvernement a reçues réclamant un amortissement accéléré du prix de construction des entrepôts de céréales, notamment ceux de maïs, et vu que le temps presse, le ministre peut-il nous dire à quelle date il fera une déclaration à cet égard?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne peux fixer la date d'une telle déclaration mais j'espère qu'elle ne tardera pas car la question fait l'objet d'un examen approfondi.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

• (3.30 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

La Chambre reprend l'étude, interrompue le vendredi 10 décembre, de la motion de 3^e lecture, présentée par l'hon. M. Benson, du bill C-259, tendant à modifier la loi de l'impôt sur le revenu, à effectuer certains changements et à introduire certaines dispositions dans la législation relatifs ou consécutifs aux modifications apportées à cette loi, de l'amendement de l'hon. M. Lambert (P. 10363), ainsi que du sous-amendement de M. Burton (p. 10370).

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'Opposition): Monsieur l'Orateur, je regrette de ne pas avoir été présent ici vendredi lorsque le ministre des Finances (M. Benson) a parlé du bill fiscal en troisième lecture.

M. Mahoney: Où étiez-vous?

L'hon. M. Ricard: Cela ne vous regarde pas.

L'hon. M. Stanfield: Je suis heureux de voir le grand intérêt que portent les députés d'en face à mes allées et venues; c'est très encourageant. Sauf erreur, j'ai manqué un spectacle intéressant à la Chambre. Au moins un commentateur, d'après le compte rendu que j'ai lu en fin de semaine, a accusé le ministre des Finances d'autoritarisme. Avec tout le respect que je lui dois, je dois exprimer mon désaccord avec ce commentateur après avoir lu le discours du ministre. Ce dernier a dû croire qu'il était dur et impitoyable, mais, après tout, pour agir de la sorte, il ne suffit pas d'avoir une majorité au Parlement. Il faut aussi certains arguments; il faut au moins avoir la logique un peu pour soi. Autrement, toutes les rodomontades au monde ne servent pas à grand-chose.